



NOTE THEMATIQUE

Besoins humanitaires

« Ensemble, œuvrons pour un Tchad toujours fort, solidaire et prospère »

Les crises humanitaires sont récurrentes au Tchad. Elles sont les conséquences de chocs externes - le Tchad accueille depuis plus de 10 ans de nombreux réfugiés provenant des pays voisins - mais surtout de la précarité des conditions de vie. L'insécurité alimentaire, les déplacements de population et les urgences sanitaires, exacerbés par les risques climatiques et le faible développement humain, précipitent environ 8,1 millions de personnes, presque les deux tiers de la population tchadienne, dans une vulnérabilité aigüe. Plus de 4,7 millions de personnes, dont 52% de femmes, ont besoin d'une assistance humanitaire et de soutien pour renforcer leurs moyens d'existence (OCHA Chad, 2017).

Diagnostic

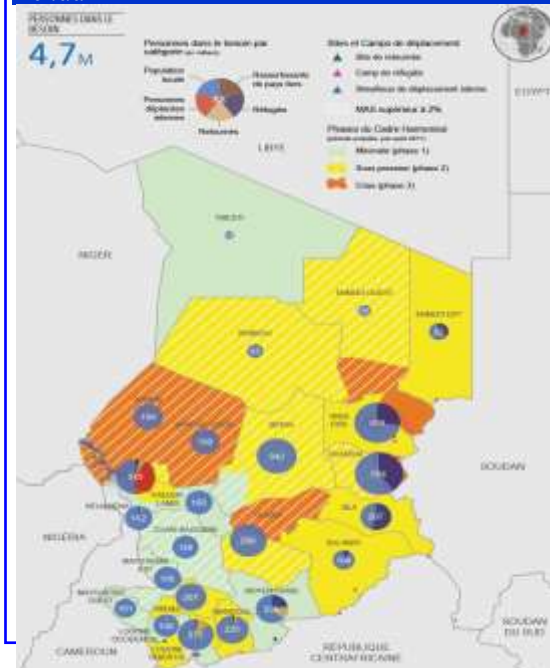
Besoins humanitaires

Au total, 4,7 millions de personnes ont besoin d'une assistance humanitaire multisectorielle et de protection au Tchad. Parmi ces personnes, on compte 595 000 personnes en situation de déplacement dont 57% d'enfants : 391 000 réfugiés en provenance du Nigéria, Soudan et RCA, 94 500 retournés, 130 000 déplacés internes et 322 ressortissants de pays tiers (OCHA Chad, 2017). La population hôte qui est estimée à plus de 750 000 personnes a tout particulièrement besoin d'appui pour maintenir ou améliorer ses moyens d'existence en vue de faire face aux chocs. Par ailleurs, le faible développement du pays et la pauvreté généralisée rendent vulnérables 3,4 millions de Tchadiens.

Causes profondes des crises

Le Tchad fait face à une pauvreté généralisée et à des chocs successifs dans diverses parties du pays qui exposent les populations à des crises humanitaires récurrentes, exacerbant leur vulnérabilité et affectant leur capacité de résilience. L'accès limité aux services de base et la croissance démographique plus rapide que la croissance économique et le progrès agricole, auxquels s'ajoutent les chocs venus des pays voisins sont autant de causes profondes. Ces causes expliquent en partie la persistance des situations humanitaires dans le pays. Le Tchad subit également des chocs climatiques et environnementaux récurrents (sécheresses, inondations, invasions acridiennes, etc.) qui représentent de réelles menaces pour les communautés rurales.

Besoins des personnes dans les régions du Tchad



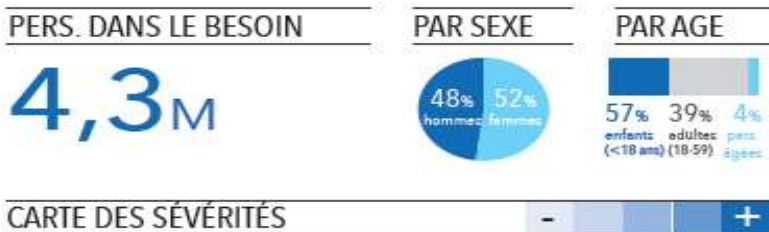
Impact des crises

Insécurité alimentaire et malnutrition : Les causes profondes des crises humanitaires favorisent l'adoption de stratégies de survie néfastes et aggravent les taux de morbidité et mortalité, tout particulièrement dans la bande sahélienne. La prévalence de la Malnutrition Aiguë Globale (MAG) est assez importante sur l'ensemble du pays avec un taux national de 11,9%. Cette situation nutritionnelle est considérée comme sérieuse selon la classification OMS. Ce taux dépasse même le seuil d'urgence de 15% fixé par l'OMS dans six (6) régions sur vingt-trois (SMART 2016). Quant à la Malnutrition Aiguë Sévère (MAS), onze régions atteignent ou dépassent le seuil d'urgence de 2% (OCHA Chad, 2017). Par ailleurs, huit autres régions sont dans une situation qualifiée sérieuse avec des prévalences de MAG supérieures ou égales à 10%. La malnutrition entraîne des retards de croissance, des troubles du développement cognitif, ainsi qu'une vulnérabilité accrue aux maladies et une mortalité importante chez les enfants de moins de cinq ans (la sous-nutrition est la cause sous-jacente de plus de 50% de la mortalité infantile). Elle est également une des causes principales d'échec scolaire et de déscolarisation.

Chiffres clés

- 4,3 M de personnes souffrent d'insécurité alimentaire au Tchad dont plus d'1M sont en situation d'insécurité alimentaire sévère ;
- la malnutrition touche 1,5 M d'individus ;
- 1,9 M de personnes ont un accès difficile aux services de santé ;
- l'accès à l'eau potable est problématique pour 2 M de personnes ;
- 0,6 M de personnes ont des difficultés à accéder à l'éducation ;
- 0,9 M de personnes ont besoin d'abris ;
- 0,7 M de personnes ont besoin de protection.

Insécurité alimentaire



Mouvements de population : les déplacements ont un impact direct sur la situation alimentaire et nutritionnelle ainsi que sur l'accès aux services essentiels (santé et éducation notamment) des populations déplacées ainsi que des populations hôtes (estimées à plus de 750 000 personnes). 125 000 personnes sont en situation de déplacement dans la région du Lac Tchad, exerçant une pression accrue sur les ressources déjà limitées et exacerbant les tensions intercommunautaires. Ces personnes ont un accès restreint ou très limité à la nourriture, à l'eau potable et aux services de bases. Par ailleurs, les personnes déplacées et les communautés hôtes font face à des risques de

protection, en particulier les femmes et les enfants exposés aux violences basées sur le genre. Également, plus d'un millier de personnes en situation de reddition se trouvent dans la région du Lac Tchad.

En faveur des populations locales, l'État, avec l'appui de ses partenaires, n'a ménagé aucun effort pour lutter contre la pauvreté et améliorer les conditions de vie des populations comme en témoigne l'axe stratégique 4 du Plan National de Développement 2013-2015 « mobilisation et valorisation du capital humain et lutte contre les inégalités, la pauvreté et l'exclusion sociale ». D'importants progrès ont été réalisés, par exemple en matière d'accès à l'eau potable, mais de nombreux défis persistent notamment en matière d'éducation et de santé.

Orientations stratégiques

L'émergence du Tchad passera par la promotion d'un développement humain durable qui devra prendre en compte les fragilités qui créent des situations de crises humanitaires. La complexification et l'imbrication des crises au Tchad obligent à dépasser la dichotomie classique entre urgence et développement. Dans cette optique, la communauté humanitaire a développé un cadre stratégique triennal (2017-2019) pour travailler avec les acteurs de développement et le Gouvernement afin de mieux articuler la transition et développer des complémentarités entre les différentes interventions. Dans le PND 2017-2021, l'option choisie est d'assurer au mieux le passage de l'humanitaire au développement en créant les conditions d'un relèvement rapide et d'une résilience institutionnelle et humaine. À cet effet, sont prévues simultanément des actions de prévention et de gestion des risques et catastrophes (renforcement du cadre institutionnel et légal), d'amélioration de la résilience des ménages face aux crises, de mise en place de filets sociaux et d'une couverture sanitaire universelle et enfin une amélioration qualitative et quantitative des services sociaux de base (santé, éducation, hygiène, eau et assainissement).

Financement

Le Plan de Réponse Humanitaire 2016 a été financé seulement à hauteur de 53% soit 284 millions de dollars (156,200 milliards de FCFA) reçus sur les 541 millions de dollars (297,550 milliards de FCFA) initialement requis. Le Plan de Réponse Humanitaire 2017 requiert 589 millions de dollars (323,950 milliards de FCFA) pour répondre aux besoins d'assistance et de protection de 2,6 millions de personnes.



Camp de réfugiés de Doholo (au Sud)

